



« Nous essayons chaque jour de nous échapper » : Les Palestiniens ont du mal à payer les frais de sortie de Gaza

## Description

*Les passeurs privés facturant des milliers de dollars pour coordonner le passage au point de passage de Rafah, la plupart des habitants de Gaza voient leur sécurité réduite à néant.*

Par Ruwaida Kamal Amer, le 8 février 2024



Des Palestiniens munis de passeports Ã©trangers quittent Gaza pour lâ??Ã©gypte via le point de passage de Rafah, dans le sud de la bande de Gaza, le 6 fÃ©vrier 2024. (Abed Rahim Khatib/Flash90)

AprÃªs des mois dâ??une guerre sans prÃ©cÃ©dent Ã Gaza â?? une guerre de [bombardements](#) sans fin, de [dÃ©placements](#), de [faim](#) et de [soif](#) â?? ceux qui ont perdu lâ??espoir de trouver la sÃ©curitÃ© dans la bande de Gaza tentent dÃ©sespÃ©rÃ©ment de trouver un moyen de sâ??en sortir. Mais Ã©chapper Ã la mort Ã Gaza a un prix trÃªs Ã©levÃ©, que la plupart des Palestiniens ne peuvent littÃ©ralement pas se permettre.

Pour les Palestiniens détenteurs d'un passeport étranger, il est relativement facile de quitter Gaza. Depuis le début de la guerre, de nombreux gouvernements ont demandé à l'Égypte d'ouvrir le point de passage de Rafah, dans le sud, afin de faciliter le passage en toute sécurité de ces doubles citoyens (le point de passage d'Erez vers Israël depuis Beit Hanoun, dans le nord de la bande de Gaza, est fermé par les autorités israéliennes depuis le 7 octobre). Après des semaines de supplications et d'efforts diplomatiques, des centaines de double-citoyens ont pu quitter lentement Gaza, espérant revenir une fois les hostilités terminées.

Mais plus de 2,2 millions de Palestiniens restent bloqués à l'intérieur de la bande de Gaza, vivant sous les bombardements et le siège, sans aucun gouvernement étranger pour les aider. Pour que leur nom soit ajouté à la liste quotidienne des personnes autorisées à sortir par Rafah, ces résidents sont contraints de payer des frais exorbitants à l'une des agences de voyage privées de Gaza ou du Caire, qui travaillent ensuite avec les forces de sécurité égyptiennes pour coordonner leur fuite de la bande de Gaza.

Avant la guerre, les voyages étaient généralement autorisés que pour les traitements médicaux, l'éducation ou l'emploi, tandis qu'une petite minorité qui en avait les moyens payait également des frais élevés pour partir en voyage agrément. Le seul passage de la frontière coûtait environ 50 dollars, et les agences de voyage demandaient souvent plusieurs centaines de dollars pour accélérer le processus. Aujourd'hui, cependant, les agences de voyage ont commencé à facturer plus de 5 000 dollars pour coordonner la sortie de chaque individu. Pour les centaines de milliers de Gazaouis qui ont plus que les vêtements qu'ils portent sur le dos après avoir été déplacés de multiples reprises pendant la guerre, ces frais sont une chimère.

Reem Awadallah, une mère de famille de 35 ans originaire de la ville de Gaza, a été déplacée vers la ville de Khan Younis, dans le sud de la bande de Gaza, depuis la mi-octobre. « Nous n'avons pas d'amis ni de parents ici », a-t-elle déclaré. « Je suis venue à l'école [qui fait désormais office d'abri], mais je cherche une occasion de quitter Gaza. Je veux échapper à la mort avec ma fille, et je reviendrai à Gaza lorsque cette folie cessera. »



Palestiniens fuyant de Khan Younis vers Rafah dans le sud de la bande de Gaza, le 5 décembre 2023. (Abed Rahim Khatib/Flash90)

« J'ai un frère en Allemagne qui a essayé de soumettre une demande pour que nous puissions partir par Rafah, mais la demande a été refusée ; seules les demandes pour la mère ou le père sont autorisées, selon l'ambassade allemande », poursuit M. Awadallah. « J'ai donc commencé à chercher d'autres moyens de partir, par l'intermédiaire d'autres agences de voyage. »

« Ils nous ont demandé 4 500 dollars, ce qui était une somme très importante », a-t-elle raconté. « Après plusieurs consultations avec ma famille, nous avons accepté de payer pour

sortir de ce piège mortel. Mais lorsque nous avons demandé à l'agence de coordonner notre sortie de Gaza, elle nous a demandé 6 000 dollars chacune [pour Awadallah et sa fille], ce que nous ne pouvions pas nous permettre. Nous nous sommes donc resignés à notre situation : nous allons attendre la fin de la guerre ou trouver une agence de voyage qui acceptera une somme moins importante. »

La fille de M. Awadallah, Sarah, a 11 ans. « Elle plaisante souvent avec moi en disant que nous sommes dans un endroit où il n'y a ni eau ni nourriture, et que c'est comme faire du camping dans un désert », a déclaré Mme Awadallah. « Sarah passe beaucoup de temps à regarder autour d'elle en silence. Mon frère allemand essaie de nous consoler et de nous soutenir, en nous disant que nous devons rester forts, mais c'est si douloureux de [ne pas avoir le] droit de voyager. Nous avons besoin de beaucoup d'argent pour échapper à cet enfer, même pour quelques jours. »

## « Les agences ne soulagent pas nos souffrances, elles les aggravent »

Plusieurs agences de voyage de Khan Younis et de Rafah ont déclaré à +972 que les exigences des autorités égyptiennes constituaient l'une des principales raisons de cette hausse des prix. En temps de guerre, le prix de la coordination avec l'Égypte pour le passage de Rafah varie entre 2 000 et 6 000 dollars par personne, et ce montant est partagé entre les forces de sécurité égyptiennes et les bureaux de Gaza (en temps normal, le prix varie entre 200 et 1 000 dollars en fonction de la saison de voyage, selon un bureau).

Les agences ont également noté qu'il y a actuellement une demande massive de la part des Palestiniens pour voyager, beaucoup d'entre eux cherchant un traitement médical urgent. Mais même si les résidents pouvaient théoriquement se permettre de payer ce prix élevé, nombre d'entre eux ont laissé leur maison et une grande partie de leur argent derrière eux en fuyant les bombardements israéliens.



Des Palestiniens munis de passeports Ã©trangers quittent Gaza pour lâ??gypte via le point de passage de Rafah, dans le sud de la bande de Gaza, le 6 fÃ©vrier 2024. (Abed Rahim Khatib/Flash90)

Khaled al-Atrash a Ã©tÃ© dÃ©placÃ© avec sa femme et ses quatre enfants de Jabalia, dans le nord de la bande. Ils sont venus Ã Rafah spÃ©cifiquement, selon al-Atrash, pour Ãatre proches du poste frontiÃere. Â« Jâ??ai voyagÃ© en Ãgypte pendant un mois avec mes enfants [au cours de lâ??Ã©tÃ©], et nous sommes revenus pour les scolariser Â« , a-t-il expliquÃ©. Â« Jâ??ai essayÃ© de voyager Ã nouveau [aprÃs le dÃ©but de la guerre] ; ils nous ont demandÃ© de payer 5 000 dollars chacun. Nous sommes six personnes : 30 000 dollars pour quitter Gaza. Câ??est impossible. Â»

---

« Ma maison a complètement détruite et j'ai dû dépenser une grosse somme pour voyager [le dernier] », a poursuivi M. al-Atrash. « Comment allons-nous économiser autant ? [Les agences de voyage] ne soulagent pas nos souffrances, elles ne font qu'aggraver la situation. Nous essayons chaque jour de nous échapper. Je vais à Rafah avec un ami et nous essayons de faire des projets ensemble, et chaque jour nous cherchons une agence de voyage qui acceptera un montant moins élevé. »

Même si la demande publique pour de tels services a explosé en raison de la guerre, pour al-Atrash, ces entreprises privées profitent de la situation désespérée. « Le dernier, j'ai quitté Gaza avec ma famille pour me détendre après une longue année scolaire. Nous avons payé à l'agence de voyage 500 dollars par personne. Pendant le séjour, les prix sont un peu élevés, mais rien à voir avec ce qu'ils demandent aujourd'hui. C'est une exploitation de notre besoin de partir de Gaza. »

« Nous ne savons pas comment vivre dans cette guerre et il n'y a pas d'abri ici et nous ne pouvons pas partir », dit-il, exaspéré. « Nous ne voulons pas quitter Gaza définitivement, mais seulement temporairement, jusqu'à ce que la guerre prenne fin. J'ai quatre enfants dont la santé mentale et physique se détériore. Le froid est terrible. Il n'y a pas de nourriture. Il y a peu de médicaments à Gaza. Et ce qui est le plus pénible, c'est la restriction de nos déplacements et l'exploitation qu'ils nous font subir. »



Des Palestiniens munis de passeports étrangers quittent Gaza pour l'Égypte via le point de passage de Rafah, dans le sud de la bande de Gaza, le 6 février 2024. (Abed Rahim Khatib/Flash90)

Laila Rizk est une étudiante de 22 ans originaire de la ville de Gaza. Elle étudiait en Égypte, mais est retournée à Gaza pour rendre visite à sa famille quelques semaines avant le début de la guerre ; elle devait retourner en Égypte à la mi-octobre, mais n'a pas pu le faire.

« J'ai essayé à plusieurs reprises de demander à l'université de coordonner mon voyage par le point de passage de Rafah, mais je n'ai reçu aucune réponse », explique-t-elle. « Je me suis ensuite rendue dans une agence de voyage pour coordonner et accélérer ma sortie de

Gaza, mais ils m'ont demandé 4 000 dollars et m'ont dit que si je partais avec succès, il me resterait encore 2 000 dollars à payer. »

« Je n'arrivais pas à croire ce montant », poursuit-elle. « C'est plus que les frais d'inscription à l'université. Et il y avait un certain nombre de bureaux qui étaient malhonnêtes avec les voyageurs et qui n'enregistraient pas leurs noms sur les listes de voyage au passage de Rafah [de sorte qu'ils ne pouvaient pas partir]. »

Les conséquences de ces barrières bureaucratiques et financières sont donc tout aussi importantes que les barrières physiques, rendant la fuite impossible et renforçant la réalité, selon les mots d'al-Atrash, que « nous vivons dans une prison ».

***Ruwaida Kamal Amer** est une journaliste indépendante de Khan Younis.*

Source : [+972](#)

Traduction ED pour l'Agence Média Palestine

**date créée**  
2024/02/13